

L'essentiel de la plénière 13-16 décembre 2021 - Session plénière Strasbourg

Alexeï Navalny recevra le Prix Sakharov 2021

L'homme politique russe d'opposition et militant anti-corruption Alexeï Navalny recevra le Prix Sakharov 2021 pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie organisée mercredi à midi.

5

Mettre un terme aux pratiques déloyales des grandes plateformes en ligne

Le PE votera sur sa position sur la loi sur les marchés numériques, qui fixe des règles sur ce que les grandes plateformes en ligne seront autorisées à faire et à ne pas faire dans l'UE.

7

Égalité des genres: faciliter l'accès des femmes au marché du travail et combler l'écart de rémunération

Les députés devraient demander que l'UE et ses États membres proposent des mesures concrètes pour faire respecter les droits des femmes et réduire les inégalités entre les genres.

9

Sommet de décembre et réponse de l'UE à la nouvelle hausse des cas de COVID-19

Mercredi matin, les députés débattront avec la Commission et la présidence slovène du Conseil européen du 16 décembre et de la lutte contre le COVID-19.

10

30e anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique

Trente ans après la fin de l'Union soviétique, la plénière se penchera sur l'importance que cet événement a eu sur l'avenir de la Russie et de l'Europe.

11

Plans nationaux de relance: débat en plénière avec le Conseil et la Commission

Le PE débattrra de la question de savoir si les plans nationaux de relance répondent aux objectifs convenus et de la situation dans les pays dont les plans n'ont pas encore été approuvés.

12

Valeurs de l'UE en Slovénie: inquiétudes concernant les derniers développements

Jeudi, le PE se prononcera sur une résolution faisant le point sur les valeurs de l'UE en Slovénie, notamment sur la liberté des médias, l'indépendance de la justice et la démocratie.

14

Frontière UE-Bélarus: débat sur le changement des règles en matière d'asile

Mercredi, les députés débattront de la proposition visant à adapter les règles en matière d'asile en Pologne, en Lettonie et en Lituanie afin de faire face aux migrants provenant du Bélarus.

15

Marchés publics internationaux: des règles plus strictes sur la réciprocité

Le PE se prononcera mardi sur un nouvel instrument relatif aux marchés publics internationaux mis en place pour pousser les pays tiers à ouvrir leurs marchés publics aux entreprises de l'UE.

16

Discours en plénière du Président ghanéen, Nana Akufo-Addo

Mardi 14 décembre à midi, le Président du Ghana, Nana Akufo-Addo, s'adressera aux eurodéputés dans l'hémicycle de Strasbourg.

17

Lutte contre la cyberviolence fondée sur le genre: sanctions communes à l'échelle de l'UE et soutien aux victimes

Le PE devrait appeler à plus de mesures pour mettre fin à la cyberviolence fondée sur le genre au vu de la hausse inquiétante du nombre de personnes touchées pendant la pandémie de COVID-19.

18

Pologne: débat sur de nouvelles menaces pesant sur les droits fondamentaux

Mercredi après-midi, la plénière examinera les derniers événements en Pologne qui pourraient accroître le risque pour le pays de s'éloigner un peu plus des valeurs de l'UE.

19

Feu vert à l'Année européenne de la jeunesse 2022

Mardi, les députés devraient confirmer que l'année prochaine, l'UE mettra les attentes des jeunes au premier plan de son action politique.

20

Crainte d'une invasion russe en Ukraine: débat avec Josep Borrell

Mardi après-midi, les députés débattront avec le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, du renforcement militaire russe à grande échelle à la frontière avec l'Ukraine.

21

Crises humanitaires: l'aide de l'UE nécessite un budget plus solide

Les députés devraient adopter une nouvelle approche de l'action humanitaire, capable de traiter les urgences climatiques, les crises prolongées et de protéger les groupes marginalisés.

Débat sur l'interdiction de l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques

Jeudi à 9 heures, le Parlement interrogera la Commission sur la possibilité d'introduire dans l'UE une interdiction de l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques.

23

Résolutions sur les droits humains et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits humains, à la démocratie et à l'État de droit jeudi matin, avec des votes intervenant le même jour.

24

Autres sujets à l'ordre du jour

25

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2021-12-13>

Newsletter, 13-16 décembre 2021.

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)
[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
[Conférences de presse et autres événements](#)
[Centre multimédia du Parlement européen](#)
[EP Newshub](#)

Contacts

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Isabelle ZERROUK

Attachée de presse pour l'audiovisuel

☎ (+32) 2 28 42742 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74032 (STR)

📱 (+32) 470 88 02 62

✉ isabelle.zerrouk@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74005 (STR)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ wendy.demontis@europarl.europa.eu

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Alexeï Navalny recevra le Prix Sakharov 2021

L'homme politique russe d'opposition et militant anti-corruption Alexeï Navalny recevra le Prix Sakharov 2021 pour la liberté de l'esprit lors d'une cérémonie organisée mercredi à midi.

Alexeï Navalny est actuellement emprisonné en Russie et ne pourra donc pas participer en personne à la cérémonie dans l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg. C'est sa fille Daria Navalnaya qui recevra le Prix en son nom des mains du [Président du Parlement européen, David Sassoli](#).

Le Président Sassoli et Leonid Volkov, l'un des conseillers politiques de M. Navalny et chef de cabinet lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2018, tiendront une conférence de presse après la cérémonie de remise du Prix (à 12h45 CET) dans la salle de conférences de presse Daphne Caruana Galizia du PE.

Par ailleurs, M. Volkov et Mme Navalnaya participeront à un [séminaire de presse](#) organisé par le Parlement mardi 14 décembre à 15h30.

La cérémonie et la conférence de presse seront retransmises en direct sur [EP Live](#) et [EbS](#).

[En savoir plus sur les autres lauréats du Prix Sakharov 2021](#) Les députés des commissions des affaires étrangères et du développement et de la sous-commission des droits de l'homme tiendront un échange de vues avec Mme Navalnaya et M. Volkov lundi 13 décembre de 19h45 à 21h15.

Contexte Le [Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit](#), qui doit son nom au scientifique et dissident politique soviétique Andreï Sakharov, est attribué chaque année par le Parlement européen. Il a été créé en 1988 pour rendre hommage à des personnes et organisations défendant les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

*Cérémonie de remise du prix: mercredi 15 décembre Procédure: cérémonie de remise de prix
Conférence de presse: mercredi 15 décembre à 12h45 (CET) avec le Président du PE, David Sassoli, et M. Leonid Volkov*

En savoir plus

[Communiqué de presse - Alexeï Navalny reçoit le Prix Sakharov 2021 du Parlement européen \(20.10.2021\)](#)

[Communauté du Prix Sakharov](#)

[Produits multimédias - UE-Russie](#)

[Produits multimédias - Prix Sakharov 2021](#)

Mettre un terme aux pratiques déloyales des grandes plateformes en ligne

Le PE votera sur sa position sur la loi sur les marchés numériques, qui fixe des règles sur ce que les grandes plateformes en ligne seront autorisées à faire et à ne pas faire dans l'UE.

Le projet législatif, qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi, met sur liste noire un certain nombre de pratiques des grandes plateformes agissant comme "contrôleurs d'accès" et permet à la Commission de mener des enquêtes de marché et de sanctionner les comportements non conformes.

La législation sur les marchés numériques (DMA), telle qu'amendée par la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs le 23 novembre, fixe de nouvelles obligations et interdictions directement applicables à ces plateformes, en vue de garantir une concurrence équitable.

Elle s'appliquera aux grandes entreprises fournissant des "services de plateforme essentiels", les plus enclines aux pratiques commerciales déloyales. Cela inclut les services d'intermédiation, les réseaux sociaux, les moteurs de recherche, les systèmes d'exploitation, les services de publicité en ligne, l'informatique en nuage et les services de partage de vidéos qui remplissent les critères leur permettant d'être qualifiés de "contrôleurs d'accès". Les députés ont également inclus dans le périmètre de la DMA les navigateurs web, les assistants virtuels et les télévisions connectées.

Les autres modifications apportées à la proposition de la Commission sont notamment liées à la définition des contrôleurs d'accès fondée sur certains seuils, à la liste des obligations et des interdictions, à l'inclusion de nouvelles dispositions sur la publicité ciblée et sur l'interopérabilité des services, aux restrictions concernant les "acquisitions prédatrices", à l'application dans l'UE, au rôle des autorités nationales de concurrence et aux amendes.

Pour plus de détails, [cliquez ici](#).

Débat: mardi 14 décembre Vote: mercredi 15 décembre Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Enregistrement vidéo de la conférence de presse du rapporteur Andreas Schwab \(23.11.2021\)](#)

[Profil du rapporteur Andreas Schwab \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias - Législations sur les marchés et les services numériques](#)

Égalité des genres: faciliter l'accès des femmes au marché du travail et combler l'écart de rémunération

Les députés devraient demander que l'UE et ses États membres proposent des mesures concrètes pour faire respecter les droits des femmes et réduire les inégalités entre les genres.

Dans un projet de rapport débattu lundi et mis aux voix mercredi, les députés appellent les États membres à prendre des mesures pratiques afin de garantir que les femmes bénéficient d'un accès égal au marché du travail ainsi que d'une égalité de salaire et des droits du travail.

Prenant en compte la hausse des violences à l'encontre des femmes pendant la pandémie, le projet de rapport exhorte également les États membres à veiller à ce que les auteurs d'abus soient identifiés et traduits en justice. Pour lutter contre la violence fondée sur le genre, les députés rappellent que la Bulgarie, la Tchéquie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie devraient ratifier la [Convention d'Istanbul](#) et qu'une législation européenne globale en la matière est nécessaire.

Pour conclure, les députés rappellent que l'accès à la santé et aux droits sexuels et génésiques est un droit fondamental qui ne peut être retiré et que le refus de soins en matière d'avortement représente une forme de violence à l'égard des femmes.

Contexte D'après l'[indice d'égalité de genre](#) de l'[Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes](#) (EIGE), 60 années devraient encore s'écouler avant que l'UE ne parvienne à réaliser l'égalité complète entre les hommes et les femmes. Le score de l'UE a seulement augmenté de 4,9 points depuis 2010. En 2021, les États membres ont obtenu une moyenne de 68 sur 100, avec plus d'un tiers d'entre eux enregistrant moins de 60 points.

Débat: lundi 13 décembre Vote: mercredi 15 décembre Procédure: rapport d'initiative

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil de la rapporteure Sandra Pereira \(The Left, PT\)](#)

[Service de recherche du PE - Égalité des genres \(octobre 2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Égalité des genres](#)

Sommet de décembre et réponse de l'UE à la nouvelle hausse des cas de COVID-19

Mercredi matin, les députés débattront avec la Commission et la présidence slovène du Conseil européen du 16 décembre et de la lutte contre le COVID-19.

L'évolution de la pandémie de COVID-19 et la réponse de l'UE à la crise sanitaire et économique, la hausse des prix de l'énergie, les questions de sécurité et de défense ainsi que les relations extérieures seront les principaux sujets à l'ordre du jour de la rencontre entre les chefs d'État ou de gouvernement.

Par ailleurs, les députés débattront avec le Conseil et la Commission de la réponse de l'UE à la nouvelle hausse des cas de COVID-19 et des nouveaux variants.

Débat: mercredi 15 décembre Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour du Conseil européen du 16 décembre](#)

[Produits multimédias](#)

[Communiqué de presse - L'UE est prête à faire face aux défis actuels de la pandémie, selon la Directrice exécutive de l'Agence européenne des médicaments \(30.11.2021\)](#)

[Agence européenne des médicaments - COVID-19: dernières mises à jour \(en anglais\)](#)

[Centre européen de prévention et de contrôle des maladies - Évolution de la situation du COVID-19 \(en anglais\)](#)

30e anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique

Trente ans après la fin de l'Union soviétique, la plénière se penchera sur l'importance que cet événement a eu sur l'avenir de la Russie et de l'Europe.

Lundi après-midi, juste après l'ouverture de la session, le Président du PE, David Sassoli, fera une déclaration sur le sujet, suivie d'une prise de parole des représentants des groupes politiques.

Débat: lundi 13 décembre Procédure: déclaration du Président suivie d'une prise de parole des groupes politiques

En savoir plus

[Résolution du PE du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe](#)

[Communiqué - L'Europe doit se souvenir de son passé pour construire son avenir \(19.09.2019\)](#)

[Produits multimédias](#)

Plans nationaux de relance: débat en plénière avec le Conseil et la Commission

Le PE débattera de la question de savoir si les plans nationaux de relance répondent aux objectifs convenus et de la situation dans les pays dont les plans n'ont pas encore été approuvés.

Pendant le débat prévu mardi, les députés devraient chercher à savoir si les plans nationaux de relance répondent pleinement aux objectifs conclus dans le cadre de la transformation verte et numérique ainsi que des politiques d'emploi et sociales telles que les soins de santé et l'éducation. Les députés devraient souligner que le temps presse pour mettre en œuvre les réformes et les investissements et appeler les pays qui accusent un retard à présenter des solutions.

Par ailleurs, ils devraient faire remarquer l'absence de progrès visibles dans le cadre des négociations avec les gouvernements hongrois et polonais. Aucun des deux pays n'a répondu aux inquiétudes concernant l'État de droit et les attaques contre le système judiciaire, la primauté du droit européen, les marchés publics, la corruption et le traitement inégal des minorités.

Contexte Actuellement, 22 des 26 [plans nationaux de relance](#) soumis ont été approuvés. Le plan néerlandais n'a pas encore été soumis et la Commission européenne n'a pas encore approuvé les plans hongrois, polonais, suédois et bulgare. Le préfinancement demandé de 52,3 milliards d'euros a déjà été versé à 17 États membres. L'Espagne est le premier État membre à recevoir 10 milliards d'euros de subventions au titre de la [facilité pour la reprise et la résilience](#), la Commission ayant estimé que le pays avait atteint la plupart des étapes liées à cette première demande de paiement.

Débat: mercredi 15 décembre Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Les plans de relance hongrois et polonais ne doivent être approuvés que si les inquiétudes sont levées \(07.10.2021\)](#)

[Les députés interrogent les commissaires sur l'état d'avancement des plans nationaux de relance \(01.09.2021, en anglais\)](#)

[Plans nationaux de relance: une opportunité historique pour la croissance durable à long terme \(10.06.2021\)](#)

[Service de recherche du PE - Plans pour la reprise et la résilience: état des lieux \(septembre 2021, en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Facilité pour la reprise et la résilience](#)

Valeurs de l'UE en Slovence: inquiétudes concernant les derniers développements

Jeudi, le PE se prononcera sur une résolution faisant le point sur les valeurs de l'UE en Slovence, notamment sur la liberté des médias, l'indépendance de la justice et la démocratie.

Lors du [débat du mois dernier](#), les députés ont critiqué le retard dans la nomination des procureurs au [Parquet européen](#), ainsi que le manque de procureurs dans le système judiciaire slovène en général. Ils ont également exprimé leur inquiétude quant à l'indépendance financière et administrative de la justice. D'autres députés ont évoqué le ton hostile qui imprègne le discours politique du pays, soulignant le harcèlement et les menaces en ligne contre les journalistes, ainsi que les [SLAPP](#), des poursuites abusives visant à faire taire les voix critiques. Bien que la question du financement de l'agence de presse slovène ait été résolue, des inquiétudes persistent sur son futur financement et sur l'état du secteur des médias en général.

Le vote se tiendra lundi; les résultats seront annoncés mardi.

Débat: mercredi 24 novembre Vote: jeudi 16 décembre Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, avec résolution

En savoir plus

[Suivi de la situation en Slovence - Groupe de surveillance de la démocratie, de l'État de droit et des droits fondamentaux de la commission LIBE](#)

[Communiqué - Le Parlement alerte contre les tentatives de réduire les médias au silence \(25.11.2020\)](#)

[Produits multimédias - État de droit en Slovence](#)

Frontière UE-Bélarus: débat sur le changement des règles en matière d'asile

Mercredi, les députés débattront de la proposition visant à adapter les règles en matière d'asile en Pologne, en Lettonie et en Lituanie afin de faire face aux migrants provenant du Bélarus.

La Commission européenne a proposé la semaine dernière de [modifier les règles en matière d'asile, de retour et d'accueil aux frontières avec le Bélarus](#), pour une durée de six mois. Cela offrirait à la Pologne, à la Lettonie et à la Lituanie une plus grande flexibilité pour traiter les arrivées de migrants et de demandeurs d'asile à leurs frontières, organisées par le régime de Loukachenka. Les autorités pourraient alors disposer de plus de temps pour enregistrer une demande de protection internationale, la procédure d'asile à la frontière (qui impose des restrictions rigoureuses aux demandeurs) s'appliquerait à quasiment tous les demandeurs et pourrait prendre jusqu'à 16 semaines, et les procédures de retour seraient accélérées. Concernant l'accueil, les autorités auraient la possibilité de ne couvrir que les besoins essentiels - logement, nourriture, eau, vêtements et soins médicaux.

Pour entrer en vigueur, la proposition doit être [approuvée par le Conseil, une fois que le Parlement européen aura été consulté](#). Lors du débat en plénière, les députés devraient s'interroger sur le bien-fondé de l'adoption de cette décision compte tenu du contexte humanitaire actuel, ainsi que sur le choix du cadre juridique utilisé pour modifier ces règles, qui contourne le Parlement en tant que co-législateur, ne lui conférant qu'un rôle consultatif.

Débat: mercredi 15 décembre Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Enregistrement vidéo du débat sur la situation au Bélarus et à ses frontières avec l'UE \(23.11.2021\)](#)

[Communiqué - Frontière Pologne-Bélarus: les députés inquiets face à la crise humanitaire et politique \(10.11.2021\)](#)

[Produits multimédias - UE-Bélarus](#)

Marchés publics internationaux: des règles plus strictes sur la réciprocité

Le PE se prononcera mardi sur un nouvel instrument relatif aux marchés publics internationaux mis en place pour pousser les pays tiers à ouvrir leurs marchés publics aux entreprises de l'UE.

La proposition [d'instrument relatif aux marchés publics internationaux](#) (IPI) introduit des mesures qui limitent l'accès aux appels d'offres ouverts de l'UE pour les entreprises non-européennes issues de pays n'offrant pas des conditions d'accès similaires à leurs marchés publics aux entreprises de l'UE. En encourageant la réciprocité, l'IPI vise à ouvrir ces marchés protégés et à mettre un terme à la discrimination à l'encontre des entreprises de l'UE dans les pays tiers.

Les députés de la commission du commerce international ont soutenu l'objectif global de l'instrument mais ont modifié sa conception, son périmètre ainsi que les pouvoirs discrétionnaires des États membres dans son application. Pour plus de détails sur les modifications, [cliquez ici](#).

Le texte adopté en plénière servira de mandat au Parlement dans les négociations à venir avec les États membres.

Vote: mardi 14 décembre Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Daniel Caspary \(PPE, DE\)](#)

[Train législatif \(en anglais\)](#)

[Commission européenne - Marchés publics dans l'UE](#)

[Service de recherche du PE - Instrument relatif aux marchés publics internationaux \(octobre 2021, en anglais\)](#)

Discours en plénière du Président ghanéen, Nana Akufo-Addo

Mardi 14 décembre à midi, le Président du Ghana, Nana Akufo-Addo, s'adressera aux eurodéputés dans l'hémicycle de Strasbourg.

Le Président Akufo-Addo est au pouvoir depuis janvier 2017.

Vous pourrez visionner le discours en direct via [EP Live](#) et [EbS](#).

Date: mardi 14 décembre Procédure: séance solennelle

En savoir plus

[Délégation de l'UE au Ghana \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

Lutte contre la cyberviolence fondée sur le genre: sanctions communes à l'échelle de l'UE et soutien aux victimes

Le PE devrait appeler à plus de mesures pour mettre fin à la cyberviolence fondée sur le genre au vu de la hausse inquiétante du nombre de personnes touchées pendant la pandémie de COVID-19.

D'après le projet d'initiative législative présenté par les commissions des droits des femmes et des libertés civiles, l'UE ne dispose pas d'un cadre juridique pour lutter contre la cyberviolence fondée sur le genre ni d'un niveau minimum de protection et de réparation pour les victimes. Par conséquent, l'Union a besoin d'une directive qui fournisse une définition pénale commune de la cyberviolence en vue de garantir la convergence au niveau national et européen. Par ailleurs, cette directive devrait inclure des sanctions harmonisées et des mécanismes de protection conformes aux normes énoncées dans la [Convention d'Istanbul](#), soulignent les députés.

Le projet de texte insiste sur le fait que la cyberviolence à l'égard des femmes et des personnes LGBTIQ s'inscrit dans la continuité de la violence sexiste hors ligne, et que des problèmes tels que le cyberharcèlement, la cyberprédation, les violations de la vie privée ainsi que l'enregistrement et le partage d'images d'agressions sexuelles doivent être abordés de façon urgente.

Débat: lundi 13 décembre Vote: mardi 14 décembre Procédure: rapport d'initiative législative

En savoir plus

[Projet de résolution](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Lutte contre la violence fondée sur le genre: cyberviolence \(mars 2021, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - La violence fondée sur le genre comme nouveau domaine de criminalité énuméré à l'article 83\(1\) du TFUE: évaluation de la valeur ajoutée européenne \(juin 2021, en anglais\)](#)

[Train législatif](#)

[Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes \(EIGE\) - Violence fondée sur le genre \(en anglais\)](#)

[Commission européenne - Mettre fin à la violence fondée sur le genre \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias - Violence à l'égard des femmes](#)

Pologne: débat sur de nouvelles menaces pesant sur les droits fondamentaux

Mercredi après-midi, la plénière examinera les derniers événements en Pologne qui pourraient accroître le risque pour le pays de s'éloigner un peu plus des valeurs de l'UE.

Lors d'un débat avec des représentants du Conseil et de la Commission, les députés devraient commenter l'arrêt du 24 novembre de la Cour constitutionnelle polonaise qui affirme que certaines parties de la Convention européenne des droits de l'homme sont incompatibles avec la constitution polonaise. Cette décision fait suite à une [décision antérieure de la Cour européenne des droits de l'homme](#) qui remettait en cause la légalité de la nomination des juges de la Cour constitutionnelle polonaise.

Les députés sont également inquiets de l'état de la santé et des droits sexuels et génésiques dans le pays et devraient exprimer leur préoccupation quant à la proposition du gouvernement visant à obliger les médecins à déclarer toute grossesse ou toute fausse couche dans un registre centralisé. Ce registre pourrait être mis en place dès janvier 2022.

Débat: mercredi 15 décembre Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Communiqué - Pologne: plus aucune femme ne devrait mourir en raison de la loi sur l'avortement \(11.11.2021\)](#)

[Communiqué - Pologne: les députés appellent au respect de la primauté du droit européen \(19.10.2021\)](#)

[Produits multimédias - État de droit en Pologne](#)

Feu vert à l'Année européenne de la jeunesse 2022

Mardi, les députés devraient confirmer que l'année prochaine, l'UE mettra les attentes des jeunes au premier plan de son action politique.

Selon [l'accord conclu lundi par les co-législateurs](#), l'Année européenne de la jeunesse 2022 se concentrera sur la création de perspectives positives pour les jeunes après la pandémie et l'inclusion des priorités de la jeunesse dans tous les domaines politiques pertinents de l'UE.

Lors des négociations, les députés ont obtenu que les États membres et la Commission, lorsqu'ils élaborent des plans nationaux et l'agenda européen, impliquent des jeunes et des organisations de jeunesse dans la création d'activités liées à l'Année européenne de la jeunesse.

Débat: mardi 14 décembre Vote: mardi 14 décembre Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

[Profil de la rapporteure Sabine Verheyen \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Produits multimédias](#)

Crainte d'une invasion russe en Ukraine: débat avec Josep Borrell

Mardi après-midi, les députés débattront avec le Chef de la politique étrangère de l'UE, Josep Borrell, du renforcement militaire russe à grande échelle à la frontière avec l'Ukraine.

La Russie a récemment déplacé des milliers de troupes près de la frontière orientale de l'Ukraine, même si le gouvernement russe a nié tout projet d'attaquer son voisin.

Les dirigeants occidentaux, notamment américain, britannique, français, allemand et italien, ont appelé la Russie à désamorcer les tensions actuelles, tout en soulignant qu'ils étaient prêts à répondre fermement à toute agression russe, entre autres par le biais de sanctions économiques.

Une résolution sera mise aux voix jeudi.

Débat: mardi 14 décembre Vote: jeudi 16 décembre Procédure: déclaration du Chef de la politique étrangère de l'UE, suivie d'une résolution

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Crises humanitaires: l'aide de l'UE nécessite un budget plus solide

Les députés devraient adopter une nouvelle approche de l'action humanitaire, capable de traiter les urgences climatiques, les crises prolongées et de protéger les groupes marginalisés.

Le projet de rapport, qui fera l'objet d'un débat mardi et d'un vote mercredi (résultats annoncés jeudi), affirme que l'UE et ses États membres doivent contribuer à combler le déficit de financement international qui existe dans l'action humanitaire. Les députés demandent à la Commission européenne d'octroyer un budget annuel solide pour l'aide humanitaire de l'UE.

Adopté en commission du développement en novembre, le texte souligne l'importance de faire du changement climatique et des crises environnementales les axes centraux de toute future stratégie européenne en matière d'action humanitaire. Il précise également que le travail avec les communautés locales et les populations autochtones sera essentiel pour soutenir les populations vulnérables et renforcer leur résilience face au changement climatique.

Débat: mardi 14 décembre Vote: mercredi 15 décembre (annonce des résultats jeudi 16 décembre) Procédure: rapport d'initiative

En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Norbert Neuser \(S&D, DE\)](#)

[Communication de la Commission sur l'action humanitaire de l'UE: nouveaux défis, mêmes principes \(en anglais\)](#)

[Think tank du PE - L'avenir de l'aide humanitaire dans un nouveau contexte plein de défis \(en anglais\)](#)

Débat sur l'interdiction de l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques

Jeudi à 9 heures, le Parlement interrogera la Commission sur la possibilité d'introduire dans l'UE une interdiction de l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques.

En amont du débat, les députés ont [demandé à la Commission](#) si elle envisageait d'introduire une interdiction dans l'UE visant à traiter les risques associés au commerce illégal d'animaux sauvages ainsi qu'à la santé et à la sécurité publique.

Dans leur question orale, les députés affirment que l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques n'a aucune valeur éducative ou culturelle, et que le bien-être des animaux est gravement mis à mal.

Récemment, plus d'un million de citoyens européens ont signé une pétition exigeant de la Commission européenne qu'elle interdise l'utilisation d'animaux sauvages dans les cirques.

Débat: jeudi 16 décembre Procédure: déclaration de la Commission, sans résolution

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Question orale à la Commission](#)

[Produits multimédias - Bien-être animal](#)

Résolutions sur les droits humains et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits humains, à la démocratie et à l'État de droit jeudi matin, avec des votes intervenant le même jour.

- Répression continue de la société civile et des défenseurs des droits humains en Russie, notamment le cas de l'organisation des droits humains Memorial;
- La situation à Cuba, notamment les cas de José Daniel Ferrer, de la Dame en blanc Aymara Nieto, de Maykel Castillo, de Luis Robles, de Félix Navarro, de Luis Manuel Otero, du Révérend Lorenzo Fajardo, d'Andy Dunier Garcia et de Yunior Garcia Aguilera;
- Le travail forcé dans l'usine de Linglong et les manifestations environnementales en Serbie.

Débats: jeudi 16 décembre Votes: jeudi 16 décembre Procédure: résolutions d'urgence

En savoir plus

[Produits multimédias - Violations relatives aux droits humains, à la démocratie et à l'État de droit](#)

Autres sujets à l'ordre du jour

Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants:

- Délibérations de la commission des pétitions en 2020, Falca, INI;
- Les effets de la criminalité organisée sur les ressources propres de l'UE et sur l'utilisation abusive des fonds de l'Union, en particulier dans le domaine de la gestion partagée, Zdechovsky, INI;
- Évaluation des mesures préventives visant à éviter la corruption, les dépenses irrégulières et l'utilisation abusive des fonds de l'Union et des fonds nationaux dans le cas de fonds d'urgence et de domaines de dépenses liés à la crise, Rivasi, INI;
- Mise en œuvre de la directive sur la performance énergétique des bâtiments, Kelly, INI;
- La démocratie à l'œuvre: un cadre européen pour les droits de participation des travailleurs et la révision de la directive sur le comité d'entreprise européen, Bischoff;
- Rapport d'exécution sur le bien-être des animaux d'élevage, Decerle, INI;
- Conclusions du sommet mondial de la nutrition pour la croissance (Japon, 7-8 décembre) et insécurité alimentaire croissante dans les pays en développement, déclaration de la Commission;
- Évaluation des technologies de la santé, Wölken, deuxième lecture;
- Obstacles à la liberté de circulation des biens, question orale à la Commission;
- MeToo et harcèlement: les conséquences pour les institutions de l'UE, question orale avec résolution;
- Mise en œuvre du système de certification du processus de Kimberley, question orale avec résolution;
- Lignes directrices de la Commission européenne sur le langage inclusif, débat d'actualité en présence de la Commission européenne; et
- Accord de partenariat de pêche CE/Gabon: protocole de mise en œuvre, Bilbao Barandica, PECH.